



Syndicat unitaire
des personnels
de l'Équipement (FSU)

Communiqué de la FSU (Fédération Syndicale Unitaire)

Pour la FSU, la « TVA sociale » porte surtout deux grands renoncements !

François Fillon vient de confier une mission à Jean-Louis Borloo et Eric Besson pour étudier l'hypothèse d'une augmentation importante des taux de la TVA dès 2009, en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales patronales. Cette TVA soi-disant sociale aurait selon le premier ministre trois vertus : elle serait favorable à l'emploi via la baisse du coût du travail, elle permettrait de financer la protection sociale et de réduire les déficits publics, elle serait une arme contre les délocalisations.

Pour la FSU, la « TVA sociale » porte au contraire deux grands renoncements.

Renoncement à la justice sociale : cette augmentation de la TVA va peser sur les consommateurs, c'est-à-dire essentiellement sur la dépense des revenus du travail, elle est la contrepartie des cadeaux fiscaux (12 milliards) fait aux classes aisées, et d'un transfert de revenu des salariés vers les entreprises. Le gouvernement veut accroître un impôt qui représente déjà la moitié des recettes de l'Etat et qui pèse davantage sur les revenus les plus faibles : **les 10 % des ménages les plus riches consacrent 3,4 % de leur revenu à la TVA, les 10 % les plus pauvres 8,1 %.**

Renoncement à la coopération européenne et à la lutte contre le dumping fiscal : Les exportations étant exonérées de TVA, ce qui est censé améliorer la compétitivité des entreprises et l'emploi, la hausse des taux va frapper les importations, dont la taxation permettrait un coup double : financer la protection sociale et empêcher des délocalisations. Cette mesure protectionniste déguisée est illusoire s'agissant de la concurrence des pays à bas salaires qui ne seront pas gênés par une hausse de quelques points de TVA.

Par contre, vis à vis de nos partenaires européens, la hausse de la TVA a les mêmes effets qu'autrefois une dévaluation de la monnaie nationale : faire payer par les autres pays l'amélioration de l'emploi et des comptes sociaux en France. Certes, l'Allemagne s'est engagée dans cette voie, mais si la France, l'Italie et l'Espagne s'y mettent, c'est installer **une guerre économique généralisée entre les pays membres de l'Union européenne.**

Enfin, les consommateurs peuvent s'inquiéter à juste titre de **la hausse des prix** : celle-ci sera automatique sur tous les produits importés et probable sur les produits nationaux si les entreprises ne répercutent pas la baisse des cotisations patronales.

D'autres pistes pour le financement de la protection sociale ont été évoquées ces derniers mois (contribution sur la valeur ajoutée, modulation des cotisations sociales en fonction du rapport masse salariale/valeur ajoutée, contribution patronale généralisée,...) : **la FSU dénonce le parti pris en faveur de la TVA sociale et demande que ce débat soit rouvert.**